



Université Populaire de Saint-Etienne

Opportunités et limites d'une dynamique de transition à partir d'une expérience de monnaie parallèle

Michel Coudroy, 29 novembre et 6 décembre, 18h30-20h30, Le réfectoire, 15 rue Robert

Remarque : Ces deux séances ne sont pas spécialement centrées sur la MLCC. On suppose connu le principe d'une monnaie parallèle comme le LIEN à St-Etienne (NB : on fera tout de même quelques rappels, notamment en début des 2 séances). L'enjeu est de comprendre de quelle crise monétaire et financière est née cette nouvelle vague des monnaies parallèles, pour voir en quoi il s'agit d'une réponse adéquate. Ce besoin a été largement ressenti avant d'être théorisé, et tant mieux, car on théorise mieux (s'il le faut) en faisant... Ainsi, lancer une monnaie locale est forcément une expérience très utile, et pas seulement sur un plan pédagogique. On sait d'avance qu'elle sera insuffisante pour sortir du système défaillant. Elle est donc forcément une incitation à aller plus loin (mais comment ?) pour entrevoir un chemin de « transition » vers une économie et société plus durable, solidaire, démocratique, etc... Bref, tout ce qui anime cette université populaire des « rues du développement durable »...

Sommaire :

Séance 1 : Du lien monétaire au LIEN parallèle (en passant par une crise financière)

- 1) De la monnaie régulée à la finance dérégulée
- 2) De la crise financière à la monnaie parallèle comme idée de refondation du lien social
- 3) Le LIEN local et ses perspectives à court et moyen terme

Séance 2 : Du LIEN parallèle à la société inclusive (en passant par la « transition ») ?

- 1) Intérêts et limites des perspectives à moyen terme du LIEN local
 - difficultés pratiques
 - difficultés structurelles
- 2) De l'exemple du WIR à la perspective d'un système de monnaies gigognes (il faudrait dire un système fractal de monnaies imbriquées du local au global)
- 3) Monnaies parallèles et/ou institutions du juste échange pour refaire société après les crises du libre échange ?

Séance 1 : Du lien monétaire au « LIEN parallèle » (en passant par une crise financière)

Intro : Questions aux présents sur ce qu'ils savent déjà sur la monnaie, la finance, la crise financière, l'idée de monnaie parallèle, le fonctionnement du LIEN, ses perspectives à moyen terme, les perspectives à plus long terme des monnaies parallèles ?

1) De la monnaie régulée à la finance dérégulée

a) Il n'y a rien de choquant à faire entrer la dette dans la définition de la monnaie, c'est même indispensable

1^{er} extrait vidéo : [les premières écritures monétaires](#) (les 5 premières minutes) Commentaire :

Le lien monétaire a toujours été conçu comme un lien fiduciaire. Certes, la monnaie est un instrument d'échange, de mesure et de conservation de la valeur, mais c'est en même temps un instrument de crédit (donc un credo, et un engagement) ; et un instrument « libérateur » de dettes (donc un rêve d'autonomie, au moins provisoire)...

Globalement la dette est sans doute le lien social le plus fort. A partir du moment où les « promesses de rendre » ont pris pour vecteur principal la monnaie, on n'a plus su se passer de cet instrument, qui participe à une forme de civilisation : les sociétés marchandes et monétaires (voire marchande car monétaires)...

Cet enchaînement continu de sommes dues et de sommes perçues a toujours été et sera toujours entouré de garanties institutionnelles ... Pas d'économie monétaire sans garanties « politiques ». C'est presque évident... Et pourtant, c'est presque incompatible avec l'idéologie naïve du libre-échange en général, et de certains slogans du néo-libéralisme en particulier. (Ex : « L'Etat n'est pas la solution, il est le problème ! »...). On y reviendra...

L'économie marchande et monétaire a donc progressivement abouti au « capitalisme » (il faudrait le dire au pluriel) dans lequel, (selon Karl Polanyi) la terre, le travail, la monnaie sont eux-mêmes devenus des marchandises (1), ce qui a permis un partage des richesses très favorable à l'accumulation de capital...

Le capitalisme a connu plusieurs formes dans l'espace et dans le temps. Il a une forte capacité à survivre à ses crises en trouvant de nouvelles formes ; mais il n'est pas « la fin de l'histoire »...

Les civilisations marchandes n'ont pas attendu la dernière forme du capitalisme financier pour connaître des crises monétaires, voire même financières. (2)

Vocabulaire : pour aller vite, on peut parler de crise monétaire quand on ne peut plus avoir confiance dans la stabilité de la valeur faciale de la monnaie. Et on peut parler de crise financière quand il y a une forte rupture de

la chaîne de remboursements de dettes au point que la ruine des uns peut entraîner la ruine des autres...

A l'occasion de ces crises, « on n'arrête pas d'essayer de refondre (ou plutôt refonder) la monnaie ». Chacune de ces crises a amené des tentatives de « replanter » le lien monétaire dans un « jardin d'Eden » un peu mieux maîtrisé, mieux « cultivé »...

Retenons déjà, de ce détour explicatif, que si la monnaie doit être « pleine » elle ne peut être vraiment pleine que de bonnes et solides promesses bien institutionnalisées

b) de la monnaie régulée ...

Il n'y a rien de choquant à ce que la création et la destruction monétaires se fassent à l'occasion des nouveaux crédits et des nouveaux remboursements à condition que le système monétaire et le système bancaire soient parfaitement régulés.

2^{ème} extrait vidéo : la création monétaire

Commentaire :

Qu'y a-t-il de choquant là-dedans ? Sans doute la demande des banques privées de sortir d'une régulation « politique » pour aller vers une soi-disant autorégulation concurrentielle inspirée par une idéologie du libre-échange qui tolérerait de faire passer la monnaie (et sa création) d'un statut d'institution, et donc de « bien commun » de fait, à un statut d'instrument neutre, et donc de « bien privé » régulable suivant les lois de la concurrence et de la passion lucrative...

Cela va conduire à leur donner progressivement carte blanche pour multiplier les risques liés à l'endettement (tous les risques sauf celui de l'inflation de l'indice des prix à la consommation). Cela amène le mélange des activités de crédit et de gestion de portefeuilles. Cela crée des géants financiers qui obtiendront l'impunité, dans la mesure où le risque de faillite de l'un entraînerait la faillite des autres...

c) ... à la « trahison » des institutions monétaires et financières actuelle ?

Aujourd'hui, on en est à un stade spécifique du capitalisme qu'on peut qualifier de « financier ».

En effet, la crise des années 1970 a pris une forme « inflationniste ». Alors, les libéraux, frustrés par une longue phase d'encadrement des marchés et des capitaux, mais dopés par la puissance des gros investisseurs déjà acquise par 30 années de croissance, ont accusé les Etats d'être à l'origine du gonflement excessif de tous les coûts, au point de bloquer l'économie... Ils ont repris le pouvoir, d'abord dans les pays anglo-saxons, et puis un peu partout. Et ils ont préconisé le remède d'une « mondialisation néolibérale » c'est-à-dire la « dérégulation » (dérèglementation par les pouvoirs publics) des flux de biens, de services, de monnaie, de capitaux, pour donner l'essentiel des clés de la régulation aux

marchés (concurrence entre les investisseurs) de plus en plus mondiaux.

Leur idée était que les méthodes de régulation nationales (et « fordistes ») bloquaient la part des revenus pour le capital. Ronald Reagan l'a exprimé en disant que l'Etat n'était « pas la solution mais le problème ». On a nommé « consensus de Washington » cette nouvelle pensée unique néolibérale, libre-échangiste et mondialiste qui a progressivement conquis tous les espaces capitalistes ... et notamment l'espace européen : celui de l'U.E. d'abord, et plus à l'Est ensuite...

Pourtant on sait que l'autre nom de « la loi du marché » c'est « la force des forts » (ou en anglais « *the winner takes all* »). C'est vrai que dans un premier temps ça casse l'inflation, et ça donne l'illusion d'un nouveau régime de croissance, qui ne sera plus entretenue par l'amélioration du pouvoir d'achat des revenus du travail, mais on trouvera bien une dérive financière : on y reviendra...

Mais d'abord, soyons un peu plus précis pour justifier l'adjectif « financier » qui peut qualifier cette forme du capitalisme. (C'est important pour la suite)...

Tout déréguler n'est pas un programme très populaire. Mais, politiquement, on peut le faire en faisant semblant que « l'on n'y peut rien », comme si le nouvel ordre du monde allait tomber du ciel sans qu'on puisse s'y opposer. Pour cela il suffit presque de libéraliser les marchés monétaires et financiers, (ou les marchés des capitaux si on préfère)... En effet, c'est le feu vert attendu par les gros investisseurs pour qu'ils puissent s'engager et se désengager instantanément pour chercher sans cesse -et sans entrave- la localisation la plus compétitive ou la plus rentable dans le « bac à sable mondial ». Et hop !... D'une pierre 3 coups :

1) Les banques se reconvertissent ...

Pour financer les nouveaux projets, elles peuvent se dégager de la supervision des banques centrales si elles deviennent davantage des banques d'affaires que des banques de crédit. Si l'épargne mondiale est abondante elles peuvent la transformer facilement en « produits financiers » (paniers d'actions et d'obligations...) pour répondre de façon peu coûteuse (et lucrative) aux besoins de financement des entreprises (et en particulier les plus agressives sur les marchés ouverts).

Le problème est qu'à côté des placements « productifs » vont se multiplier les placements « spéculatifs ». Dans les deux cas la dérégulation permet de jouer (dans un second temps) avec le crédit, pour tenter de dangereux « effets de leviers », pour accorder des crédits risqués que l'on transforme aussitôt en produits de placements « pour épargnants naïfs », pour créer des produits d'assurance nommés produits dérivés (3) destinés à « couvrir » les opérations financières devenus instables du fait même de la dérégulation (dérivés de taux de change, de taux d'intérêts, puis de crédits

hypothécaires, puis de cours d'actifs spéculatifs)... Cerise sur le gâteau, on peut acheter de ces « produits d'assurance » même si on n'est pas concerné par le risque couvert, ce qui multiplie à l'infini les perspectives spéculatives...

Inutile d'entrer dans le détail pour comprendre la croissance démesurée de la sphère financière qui gonfle au dessus de la sphère réelle, tout en la subordonnant...

2) ... et les entreprises aussi :

Pour financer leurs investissements productifs (*sous l'influence des acteurs financiers*) elles ont en effet (*dans un premier temps*) augmenté la proportion du « financement direct » (*par les actions et obligations*) au détriment du « financement intermédié » (*par le crédit bancaire*). Et c'est ainsi qu'elles sont -pour beaucoup- passées d'une « gouvernance partenariale » (*où l'on se préoccupe du développement à moyen terme de l'entreprise*) à une « gouvernance actionnariale » (*où l'on ne se préoccupe plus guère que de la rentabilité à court terme de l'entreprise, et de « créer de la valeur pour l'actionnaire »*). Or l'actionnaire peut à tout moment préférer investir ailleurs si les résultats lui semblent un peu décevants ici...

Là non plus, on ne peut pas trop entrer dans le détail de ces nouveaux fonctionnements mais on comprend assez facilement ce que signifie la subordination à la sphère financière pour l'économie réelle des entreprises ainsi gouvernées...

3) ... tandis que les Etats régulateurs sont mis « hors jeu » :

C'est d'ailleurs la définition de la dérégulation ou dérèglementation. Le néo-libéralisme en général place le contrat de droit privé au dessus de la norme publique. Ce principe guide les nouveaux traités internationaux de libre-échange et protection des investisseurs (*contre les Etats*). Il guide aussi le renoncement au contrôle des flux de capitaux, avec toutes ses conséquences : instabilités, inégalités, regroupements, et donc risques systémiques, et donc impunité des géants de la finance par rapport à leurs propres abus. Inversement, les possesseurs de capitaux accumulés (*créanciers*) contrôlent de fait les Etats endettés qui vont passer leur vie leur obéir...

Exemple : les endettements dangereux des banques systémiques privées ont pu être « sécurisés » ou réduits au prix d'interventions qui ont augmenté l'endettement public. Ensuite, les établissements « sauvés » sans contrepartie se retrouvent en position de force, et en position de menacer les Etats faisant trop peu d'austérité - pour consolider le pouvoir des prêteurs privés aux Etats-. En effet la logique des marchés financiers est de « punir » (*avec des taux d'intérêts plus forts pour leurs nouveaux emprunts*) les opérateurs qui n'offrent pas assez de garantie de solvabilité. Au bout du compte c'est toutes les politiques publiques qui sont soumises aux exigences « des marchés » (*plus concrètement des gros « investisseurs », les vrais -ceux qui déplacent leurs activités-, et les faux -ceux qui ne font que chercher les meilleurs placements pour les sommes accumulées*)...

Les « décideurs » de cette « nouvelle gouvernance » sont « plus égaux » que les Etats, les travailleurs, et les consommateurs. Et d'ailleurs les plus gros sont ceux qui payent le moins d'impôts (en %)... Plus ils grossissent « librement » et plus les Etats et la démocratie se vident de sens...

Retenons, de ce long détour explicatif, que si la monnaie est -par définition- le support des engagements tenables dans les activités marchandes, alors la libéralisation mondiale (*mise hors « contrat social et politique »*) des flux financiers est une -en soi- sorte de trahison des peuples constitués, sans aucune vraie pensée civilisationnelle alternative. Ça ne peut donc aboutir qu'à toutes sortes de crises...

2) De la crise financière à la monnaie parallèle comme idée de refondation du lien social

Il faut encore préciser un peu comment une « mal-croissance » a pu être financée par les dérives de la dette privée, finalement consolidée par la dette publique, particulièrement toxique dans l'Eurozone ... Une sorte de processus de décivilisation !...

3^{ème} extrait vidéo : [la financiarisation de l'économie](#) (de 3' à 9'10") Commentaire :

Nouveau point de vocabulaire sur la distinction très utile entre ce qu'on nomme les flux monétaires et ce qu'on nomme les flux financiers, puisqu'ils se sont entraînés réciproquement...

Flux monétaires : la circulation monétaire liées aux transactions réelles et au « marché des liquidités » c'est-à-dire le marché interbancaire de l'argent au jour le jour pour que les banques aient toujours ni trop ni trop peu d'argent pour assurer les transactions réelles courantes de leurs clients.

Remarque : la part de la création monétaire qui accompagne la croissance des transactions réelles fait partie des flux monétaires et tout ce qui excède cette part va entrer dans les flux financiers et majoritairement spéculatifs...

Flux financiers : la circulation d'argent liée au placement des produits d'épargne avec lesquels on finance d'abord certains investissements, et ensuite on se lance dans l'ensemble des opérations à effet de levier et des opérations spéculatives sur les « produits dérivés » notamment...(3)

La dérégulation financière a « bien marché » en ce sens que cela a donné aux capitaux les moyens de « punir » les zones « trop protectrices » des travailleurs, des consommateurs, de l'environnement... et de « récompenser » celles qui minimisent ces coûts et permettent donc beaucoup plus de marges. Elle a favorisé une « mal-croissance »...

Cela a aussi posé des problèmes, et notamment celui du blocage du pouvoir d'achat des ménages des travailleurs ordinaires dans les pays développés. Un autre problème était la multiplication des risques quand on libère les taux de changes, les taux

d'intérêt, et finalement les produits financiers c'est-à-dire au fond les marchés de toutes les dettes...

La « solution » à court terme (*seule échéance qui anime les marchés*) a été la multiplication des dettes, pour regonfler les pouvoirs d'achat, et pour multiplier les flux d'actifs financiers, et notamment de « produits dérivés » (*achats à 30, 60 ou 90 jours de type spéculatif, au départ pour servir d'assurance contre les nouveaux risques créés par ces libéralisations, et utilisés ensuite pour motifs exclusivement spéculatifs*). (3)

Si on ajoute à cela les facilités (« *hedge funds* », « *shadow banking* », « *contrats de gré à gré* »), et la rapidité extrême offerte par l'informatique aux transactions (« *transactions à haute fréquence* »), on comprend que pour chaque transaction réelle on en soit arrivé à plus de douze transactions financières... qui pompent des parts croissantes de la valeur ajoutée...

Et, de toute façon, cette fuite en avant ne pouvait que buter sur le mur des dettes et/ou engagements intenables, d'abord par les acteurs privés, ensuite (*après le sauvetage des banques notamment*) par les acteurs publics...

Ce système n'est donc pas durable : les crises aggravées étaient (et sont) inéluctables.

Après 30 ans de relative stabilité économique et financière (1945-75), des crises spécifiquement financières ce sont multipliées de façon récurrente et aggravée, notamment depuis 1994 (2)

Cela n'a pas empêché (*bien au contraire*) les multinationales de devenir plus puissantes, et les banques privées de fusionner pour devenir des « géants systémiques » (*c'est particulièrement vrai en France d'ailleurs*)...

A ce jour la crise la plus significative (et la plus grave en attendant la prochaine) a eu lieu à partir de 2007 et nous en subissons encore les conséquences, notamment en Europe. Bien sûr, il faudrait une conférence rien que pour en expliquer les tenants et les aboutissants, on ne peut pas le faire, mais on a bien observé comment une crise des crédits spéculatifs engendrés par la finance dérégulée a failli mettre l'économie mondiale à genoux. Cela n'a pu être évité, disons-le de façon trop expéditive, qu'en transformant les dettes privées (*et les risques bancaires, d'ailleurs non résolus*) en endettements publics, et notamment dans l'Eurozone qui s'est dotée du système monétaire le plus dogmatiquement bête du monde. (*Et là aussi il faudrait du temps pour préciser...*). Cependant, ce dogmatisme s'est récemment montré bien plus souple que celui de la « Commission européenne »...

Alors il est clair (*sauf pour ceux qui nous gouvernent*), qu'il faut entièrement reconstruire notre système monétaire et financier, (*et le socle des politiques publiques*) avant même d'entamer une politique d'intégration sociale et de transition écologique, si on veut avoir une chance de retrouver une économie et une société un peu plus durables !

Finalement, cette « crise systémique » globale (*et particulièrement européenne*) a été très mal comprise par la plupart des citoyens (*informés par des « responsables » guidés par un seul versant du « conflit d'intérêts »...*), mais suffisamment tout de même pour que les citoyens, désespérés de leurs élites, éprouvent le besoin de « refaire société » par eux même. Beaucoup ont l'intuition qu'ils doivent commencer par « replanter » (*refonder*) leur monnaie parallèle (*contrôlée*) et leur finance éthique dans leur jardin durable, et ceci dans tous les territoires de la mondialisation malheureuse...

Dans ce contexte, cette idée était « nécessaire », mais elle est insuffisante pour enclencher « la transition » vers des sociétés plus durables.

Retenons, de ce nouveau détour explicatif, que :
- **notre actuel besoin de « monnaie parallèle » est le fruit d'une grave perte de sens de l'institution monétaire dans la crise du capitalisme financier**
- **l'expérience de MLCC n'a de sens que si elle contribue à apporter de vraies réponses à cette crise...**

3) Le LIEN local et ses perspectives à court et moyen terme

Rappels sur la MLCC « le lien » (*avec Rémi, et avec -ou sans- le site et la -les- vidéo-s- qui vont avec*)...

On voit bien en quoi cette dynamique est « nécessaire » et fort utile pour aller dans le « bon sens ». On peut aussi commencer à voir en quoi elle est insuffisante pour guider la voie de la transition...

Notes :

(1) Ce système (« *société de marché* » ou « *capitalisme* ») ne fonctionne que si l'État et les responsables politiques respectent un certain nombre de conditions que K. Polanyi définit ainsi :

« *On ne doit rien permettre qui empêche la formation des marchés, et il ne faut pas permettre que les revenus se forment autrement que par la vente. De même, l'ajustement des prix aux changements de la situation du marché ne doit faire l'objet d'aucune intervention – que ces prix soient ceux des biens, du travail, de la terre ou de la monnaie. Il convient donc, non seulement qu'il y ait des marchés pour tous les éléments de l'industrie, mais qu'aucune mesure ou politique ne soit autorisée qui puisse influencer le fonctionnement de ces marchés. Il ne faut fixer ou réglementer ni le prix, ni l'offre, ni la demande. Seules conviennent les politiques et les mesures qui contribuent à assurer l'autorégulation du marché en créant des conditions qui fassent du marché le seul pouvoir organisateur en matière économique* ».

Ce texte publié en 1944 est d'une clairvoyance extraordinaire car il définit au mot près le credo du néolibéralisme actuel.

(2) Cf. : https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_des_crises_mon%C3%A9taires_et_financi%C3%A8res

(3) Cf. : https://fr.wikipedia.org/wiki/Produit_d%C3%A9riv%C3%A9_financier